

Opérations sur valeurs mobilières. Les opérations de portefeuille ont donné lieu en 1971 à des entrées nettes de 311 millions de dollars, ce qui signifie que la baisse observée en 1970 s'est poursuivie; cette année-là les entrées nettes étaient tombées à 565 millions contre 1.806 millions en 1969. Les entrées provenant des ventes de nouvelles émissions canadiennes à l'étranger, évaluées à 1.162 millions de dollars, ont encore baissé comparativement à 1.227 millions en 1970, chiffre déjà assez faible, tandis que les rachats pour 1971 ont atteint un niveau record en se situant à 804 millions. La combinaison de ces deux éléments, c'est-à-dire le niveau modéré des ventes à l'étranger de nouvelles émissions et le montant élevé des rachats de valeurs mobilières, a eu pour effet que le volume net des nouveaux placements en provenance de l'étranger a atteint son niveau le plus bas depuis 1962. Le commerce des valeurs mobilières canadiennes en cours a également contribué à la diminution des entrées de portefeuille par une augmentation de 54 millions de dollars des sorties nettes, qui sont passées à 238 millions contre 184 millions en 1970. Toutefois, les opérations sur les valeurs étrangères ont donné lieu à une augmentation appréciable des entrées nettes, les Canadiens ayant réduit leurs avoirs sous forme de valeurs étrangères en cours de 244 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 146 millions sur le montant net des ventes en 1970 (98 millions). Cette entrée a été en partie compensée par la progression des ventes de nouvelles valeurs étrangères au Canada, ces dernières s'étant établies à 63 millions contre 34 millions en 1970, tandis que les rachats de valeurs étrangères détenues par des Canadiens ont été estimés à 10 millions.

Les différences dans les taux d'intérêt à long terme entre le Canada et les autres pays, qui s'étaient atténuées en 1970 par rapport au niveau de 1969, n'ont toujours pas encouragé beaucoup les emprunteurs canadiens à augmenter leurs offres à l'étranger. De ce fait, bien que toutes les émissions d'obligations et d'actions canadiennes aient progressé légèrement en 1971, les ventes aux non-résidents, établies à 1.162 millions de dollars, ont diminué de façon modérée par rapport à celles de 1970. Cette réduction, qui ressort davantage lorsqu'on considère les offres au cours de 1971, était conforme à la politique générale du gouvernement du Canada qui visait à décourager l'augmentation des emprunts à long terme à l'étranger, et l'ensemble des ventes révèle que l'usage accru des marchés étrangers a servi surtout à maintenir les lignes de crédit et qu'on y a eu recours lorsque le marché canadien ne pouvait facilement absorber l'émission. Les emprunts de la part des sociétés à l'étranger ont diminué de 177 millions de dollars en 1971 pour s'établir à 363 millions. Les ventes de nouvelles émissions provinciales directes et garanties aux non-résidents ont augmenté de 197 millions et ont atteint 724 millions, tandis que les nouvelles émissions municipales placées à l'étranger ont diminué de 38 millions, par rapport à 1970 où il y avait eu d'importantes ventes d'émissions aux non-résidents au cours des premier et deuxième trimestres, pour se fixer à 26 millions. Les rachats de valeurs canadiennes détenues à l'étranger se sont établis à 804 millions, soit 252 millions de plus qu'en 1970. Le taux élevé des rachats peut être attribué au calendrier chargé des échéances pour les obligations provinciales détenues par les non-résidents au cours du deuxième trimestre et au taux relativement élevé des rachats précoces aux deuxième et quatrième trimestres. De plus, on a observé une sortie supplémentaire au quatrième trimestre par suite du règlement des effets à long terme de l'*Atlantic Acceptance Corporation*.

Autres mouvements de capitaux à long terme. L'aide du gouvernement canadien à l'étranger consiste principalement en paiements de cotisations régulières par les organisations internationales dont le Canada fait partie, contributions officielles, prêts intergouvernementaux, souscriptions au capital d'organismes de placement et attribution de crédits à l'exportation. Les cotisations et les contributions font partie des paiements du Canada sur le compte courant tandis que les autres opérations, dans la mesure où elles produisent des avoirs sur les non-résidents, sont prises en compte surtout dans les mouvements à long terme.

Les versements au titre des prêts intergouvernementaux consentis par le Canada ont augmenté de façon importante, c'est-à-dire de 27 millions de dollars, pour atteindre un total de 139 millions pour l'année. Plus de 80% de ce montant était destiné aux pays du Commonwealth.

Les prêts et souscriptions aux organismes internationaux en 1971 se sont élevés à 53 millions de dollars, soit une augmentation de 21 millions sur l'année précédente. L'Association internationale de développement a reçu 50 millions du total qui a été payé sous forme de bons à vue en dollars canadiens non négociables et ne portant pas d'intérêt. Les variations dans ces engagements canadiens à l'égard de l'Association internationale de développement et de la Banque de développement des Caraïbes se reflètent dans le compte de capital couvrant les